
Émergence d'une politique étrangère transnationale et opinion publique germanophone ou européenne ? Le couple franco-allemand au prisme des médias européens pendant la crise en Ukraine

Dominique Herbet



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/422>

DOI : 10.4000/allemande.422

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 28 décembre 2016

Pagination : 305-316

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Dominique Herbet, « Émergence d'une politique étrangère transnationale et opinion publique germanophone ou européenne ? Le couple franco-allemand au prisme des médias européens pendant la crise en Ukraine », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 48-2 | 2016, mis en ligne le 28 décembre 2017, consulté le 22 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/422> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.422>

Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande

Émergence d'une politique étrangère transnationale et opinion publique germanophone ou européenne? Le couple franco-allemand au prisme des médias européens pendant la crise en Ukraine

■ Dominique Herbet *

Lorsque *Der Spiegel* compare Angela Merkel au général de Gaulle, cela témoigne de manière claire de l'existence d'un espace public franco-allemand dans la mesure où ce parallèle présuppose que le lecteur allemand (du *Spiegel*) connaisse la politique européenne de l'ancien président français (dont sa politique de la « chaise vide ») et même celle de la France en général, et soit apte à s'exprimer de manière critique à ce sujet :

« Merkel a rompu avec la politique européenne de Kohl, pour elle l'Europe n'est pas une question de guerre ou de paix, mais d'euros et de cents. Merkel a utilisé la crise de l'euro afin de limiter le pouvoir de la Commission et le ramener dans les capitales des États nationaux. De ce point de vue, elle est un de Gaulle du XXI^e siècle »⁽¹⁾.

La construction européenne a fait émerger un espace public européen à l'intérieur duquel la densité des relations entre la France et la République fédérale a favorisé l'émergence d'une opinion publique transnationale franco-allemande. Qu'il s'agisse de l'opinion publique ou d'opinions publiques, Klaus Beck définit ces dernières comme « le produit ou le résultat conjugué de l'espace public et de la communication publique, la presse jouant alors un rôle important »⁽²⁾. Il s'est du reste référé à Jürgen Habermas pour qui l'espace public dans les États de droit démocratiques se présenterait « plutôt comme un réseau pour la communication de contenus et de prises de position, donc d'opinions :

* Professeure en civilisation allemande à l'Université Charles de Gaulle – Lille 3.

1 Nikolaus BLOME *et al.*, « Angela de Gaulle », *Der Spiegel*, 14.03.2015 : « Merkel hat mit der Europapolitik Kohls gebrochen, für sie ist Europa keine Frage von Krieg und Frieden, sondern von Euro und Cent. Merkel hat die Eurokrise dazu genutzt, die Macht der Kommission zu beschneiden und sie zurückzutragen in die Hauptstädte der Nationalstaaten. So gesehen ist sie ein de Gaulle des 21. Jahrhunderts. »

2 Klaus BECK, *Kommunikationswissenschaft*, Constance, UKV, 2007, p. 111.

ce faisant, les flux de communication se trouve(raie)nt filtrés et synthétisés, si bien qu'ils se condensent en opinions publiques axées autour de thèmes bien spécifiques»⁽³⁾.

Dans le domaine de la politique étrangère, les chercheurs ne s'intéressent que depuis peu à la question même de l'espace public. Michael Hochgeschwender, spécialiste d'histoire culturelle à la LMU (*Ludwig-Maximilian-Universität*) de Munich⁽⁴⁾, a souligné, dans une recension consacrée à un ouvrage de Peter Hoeres, le caractère novateur de l'approche, puisque ce dernier analysa précisément le lien entre politique étrangère et espace public dans les relations germano-américaines de Erhard à Brandt⁽⁵⁾:

« Alors que la recherche historique s'est emparée depuis longtemps de cette question en ce qui concernait les événements de politique intérieure au XIX^e et au XX^e siècle, il régnait la présomption apodictique, précisément parmi les spécialistes du domaine de la politique étrangère, que la politique étrangère et les relations diplomatiques constituaient des arcanes, dans lesquels non pas les passions et modes passagères du vaste espace public uniformisé avaient de l'importance, mais uniquement la raison d'État appréhendable de manière rationnelle. »

Comme les négociations sur la crise en Ukraine ont été très fortement médiatisées en février 2015 et que la République fédérale a joué un rôle décisif lors de la résolution du conflit, il semble intéressant d'étudier la structuration d'un espace public et d'une opinion publique européens dans le contexte d'une action conjointe franco-allemande de politique étrangère: les médias germanophones et français dans leur rôle de catalyseurs des opinions publiques ont-ils documenté une politique étrangère menée par les États nationaux ou une évolution remarquable vers une politique étrangère européenne commune? Dans le cas présent, il ne s'agissait en effet plus de relations bilatérales entre des États souverains, mais d'une politique coordonnée entre A. Merkel et F. Hollande, la première s'étant auparavant assurée du soutien de l'allié traditionnel de l'Allemagne, les États-Unis. Cette action doit aussi être envisagée dans le contexte d'un « retour sur la scène mondiale » de la République fédérale – pour reprendre un concept de l'historiographie⁽⁶⁾ au cœur d'un débat médiatisé sur l'Allemagne « puissance » –, une évolution que les voisins de l'Allemagne, comme les Allemands eux-mêmes n'acceptent pas toujours sans réticences si l'on pense à l'opposition systématique d'une partie de la gauche envers les opérations militaires dites *out of area*. Le contexte général fut bien européen, dans la mesure où l'UE avait engagé un processus de sanctions envers la Russie, suite à l'annexion de la Crimée en 2014.

Le corpus comprend des articles de la presse allemande, autrichienne, française et suisse (*FAZ*, *Die Zeit*, *Der Standard*, *Der Kurier*, *Le Monde* ou *Die Neue Zürcher Zeitung* pour n'en citer que quelques-uns), qui furent publiés en février 2015, puisque les négociations dites de Minsk II coïncidèrent avec un point culminant du conflit

3 *Ibid.*, p. 112.

4 Michael HOCHGESCHWENDER, <http://hsozundkult.geschichte.hu-berlin.de/rezensionen/2015-2-020> (29.04.2016).

5 Peter HOERES, *Außenpolitik und Öffentlichkeit Massenmedien, Meinungsforschung und Arkanpolitik in den deutsch-amerikanischen Beziehungen von Erhard bis Brandt*, Munich, Oldenbourg, 2013.

6 Hans-Peter SCHWARZ, *Die Zentralmacht Europas. Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne*, Berlin, Siedler, 1994; Gregor SCHÖLLGEN, *Der Auftritt. Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne*, Munich, Propyläen, 2003.

à l'est de l'Ukraine et se trouvèrent fortement dramatisées en raison de l'échec des négociations dites de Minsk I de septembre 2014. L'étude est axée autour des questions suivantes : quelle place occupa la politique étrangère développée par le couple franco-allemand dans l'espace public européen (ici espace médiatique) ? Les médias ont-ils contribué à la formation de l'opinion publique par une contextualisation historique par exemple et une volonté d'ouverture à différents points de vue ? Comment se structura cet espace public ?

La gestion de la crise en Ukraine : une politique étrangère européenne ?

A *posteriori* l'historien Heinrich August Winkler estima dans *Der Spiegel* que les Européens se devaient d'agir :

« L'année 2014 a marqué une profonde césure : par l'annexion de la Crimée, contraire au droit international, la validité des principes de la Charte de Paris (21.11.1990) s'est trouvée remise en question – et avec elle l'ordre pacifique européen, sur lequel les signataires s'étaient alors accordés. Pendant le conflit en Ukraine, qui est loin d'être terminé, l'Allemagne a fait tout ce qui était possible, pour garantir la cohésion de l'UE et de l'Alliance transatlantique »⁽⁷⁾.

Et l'Allemagne n'était pas seule, mais la chancelière donna nettement l'impression d'un *leadership* allemand. Ouvrant la voie à un rôle moteur de l'Allemagne en politique étrangère, une étape symbolique et de ce fait décisive avait été franchie en 2004, lorsque Gerhard Schröder prit part aux commémorations du 60^e anniversaire du débarquement en Normandie auprès des Alliés de la Seconde Guerre mondiale. L'opinion publique, et notamment l'opinion publique franco-allemande, qu'il s'agisse des déclarations des responsables politiques ou des mass-médias, a pris très vite acte de cette place, que nul n'a plus contestée, et la présence d'Angela Merkel dix ans plus tard, en juin 2014, cette fois à l'occasion du 70^e anniversaire, a permis de concrétiser cette avancée. La chancelière n'hésita pas à franchir un cap supplémentaire, le 6 juin 2014, lorsque Vladimir Poutine et Petro Poroschenko s'y rencontrèrent pour la première fois depuis le début de la crise ukrainienne et qu'ils acceptèrent de discuter ensemble grâce à l'entremise de la chancelière et de F. Hollande, ce qui fit dire à la FAZ avec solennité que « l'histoire commença avec un hasard historique », à savoir « l'invention du Format Normandie »⁽⁸⁾.

Pour le journal, « Le quartet fit alors ses preuves, ne serait-ce que parce qu'aucun autre format ne s'avéra adéquat », après que Franz-Walter Steinmeier, ministre des Affaires étrangères allemand, eut tenté de mobiliser le Triangle de Weimar (Allemagne, France et Pologne), ce que les Russes avaient accueilli comme une provocation. En réalité, ce format aurait été « plus que séduisant » pour le gouvernement allemand dans la mesure où la République fédérale négociait comme membre de l'UE et n'avait plus à « subir les pressions des ultras (*Hardliner*) de l'administration américaine ». La FAZ

7 Heinrich-August WINKLER, « Unter eine solche Geschichte lässt sich keinen Schlussstrich ziehen », *Der Spiegel*, 08.05.2015, www.spiegel.de/politik/deutschland/historiker-winkler-erinnert-im-bundestag-an-kriegsende-a-1032670.html (06.05.2016).

8 Majid SATTAR (Berlin), Michaela WIEGEL (Paris), « Zwei für alle Fälle », *FAZ*, 13.02.2015 ; Olivier BOUCHARA *et al.*, « 11 janvier. L'histoire secrète », *Vanity Fair*, mars 2015, p. 130-139.

souligna également que le gouvernement français partait du principe qu'il « ne fallait rien attendre d'Obama » et que des relations bilatérales entre États souverains avaient échoué, telle la tentative de F. Hollande de convaincre V. Poutine lors d'une rencontre à l'aéroport de Moscou en décembre 2014, ce qui impliquait leur dépassement.

La presse germanophone a consacré le retour du couple franco-allemand comme moteur de l'Europe et la *Neue Zürcher Zeitung* (Suisse) constata à l'unisson que les ministres des Affaires étrangères allemand et français « formèrent un tandem » à partir de juin 2014 et que ce format représentait « la constellation la plus efficace »⁽⁹⁾. Son correspondant à Berlin estima néanmoins que « l'UE et d'autres États européens voyaient cela avec des sentiments mêlés ». À propos de la conférence sur la sécurité de Munich du 7 février 2015, le *Kurier* (Autriche) parla d'un « coup de force dans la négociation » de la part d'A. Merkel : en effet alors que les États-Unis préconisaient des livraisons d'armes à l'Ukraine, la chancelière s'opposa clairement à cette mesure qui ne ferait que renforcer le risque d'une guerre et obtint gain de cause ; le journal présenta donc aussi logiquement l'initiative franco-allemande comme « le dernier espoir »⁽¹⁰⁾. *Der Standard* (Autriche) rendit aussi hommage à la chancelière en citant des sources proches du président Obama : « Le président attache beaucoup d'importance à l'opinion de la chancelière »⁽¹¹⁾.

Le jour de la signature de l'armistice, A. Merkel et F. Hollande ont donné une conférence de presse commune à Minsk, les gros titres des journaux européens reprenant alors la plupart du temps à la une les leitmotivs de la déclaration : ils privilégièrent l'expression empreinte d'optimisme « Nous avons maintenant une lueur d'espoir », avec le « nous » inclusif, alors que la phrase exprimant les réserves de la chancelière à la première personne du singulier, « Je n'ai aucune illusion, nous n'avons aucune illusion », n'apparut que dans le corps du texte⁽¹²⁾. Le *Kurier* (Autriche) évita toutefois toute emphase et souligna en titre que « La paix était loin d'être en vue »⁽¹³⁾. *Le Monde* a consacré un dossier de deux pages et demie aux événements du 12 février, illustré par deux grandes photographies : celle de Poutine et Poroschenko figurait en page 1, celle d'A. Merkel et F. Hollande, s'enlaçant, en page 2⁽¹⁴⁾. F. Lemaître les voyait alors « unis » et comme des « médiateurs » et prenait acte de leur « accord », de leur nouvelle relation amicale, qu'ils étalaient aux yeux de l'opinion internationale pour la deuxième fois en quelques semaines : il fit référence à *Die Süddeutsche Zeitung* et à *Bild*, qui avaient évoqué une « image historique » à Paris, le 11 janvier. Par cette conférence commune

9 Markus ACKERET, « Merkel und Hollande in Kiew. Großeinsatz für die Diplomatie », *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ par la suite), 05.02.2015.

10 « Letzte Hoffnung. Minsk – Putin stellt Bedingungen », *Der Kurier*, 08.02.2015.

11 « Ukraine Krise: Merkel und Hollande beraten mit Putin », *Der Standard*, 06.02.2015 ; une photographie montrait les deux chefs d'États avec Poroschenko, joignant leurs trois mains devant eux pour sceller leur union.

12 www.bundesregierung.de/Content/DE/Mitschrift/Pressekonferenzen/2015/02/2015-02-12-merkel-minsk.html (29.04.2016) ; « Merkel. Einigung von Minsk ist Hoffnungsschimmer », *FAZ*, 12.02.2015.

13 Stefan SCHÖCHER, « Waffen schweigen, doch Friede ist weit entfernt », *Der Kurier*, 12.02.2015.

14 Isabelle MANDRAUD, « Ukraine: Merkel et Hollande arrachent un plan de paix à Poutine », *Le Monde*, 13.02.2015, p. 1 ; « À Minsk, un accord de paix au bout d'une longue nuit », p. 2 ; Frédéric LEMAÎTRE, « Merkel et Hollande unis pour jouer les médiateurs », *Le Monde.fr* édition globale, 12.02.2015, p. 3.

et la teneur de leurs déclarations, F. Hollande et A. Merkel avaient eux-mêmes mis en scène le rôle moteur du « tandem franco-allemand » : « Jamais seule », la presse a du reste parfaitement pris acte de la volonté d'A. Merkel d'agir en binôme, avec la caution de l'UE et des USA, ce qui revenait à refuser tout rôle dirigeant, alors même que ses partenaires lui attestèrent un engagement et une ténacité, qui seuls avaient permis d'aboutir à la signature d'un armistice.

Concernant cette politique de la retenue, le retour de l'Allemagne sur le devant de la scène mondiale fut analysé par les médias français, tel *Le Monde* qui vit l'intérêt d'A. Merkel pour une collaboration étroite avec la France comme « une réaction au passé allemand » : « Des discussions bilatérales avec la Russie auraient pu réveiller des souvenirs chez les États voisins de ces deux Pays »⁽¹⁵⁾. Et dans ce cas précis, il releva que la Russie ne parvenait plus à diviser la France et l'Allemagne, une allusion qui renvoyait à l'Histoire des XIX^e et XX^e siècles (alliance franco-russe avant la Première Guerre mondiale et pacte germano-soviétique de 1939). Selon la *FAZ*, F. Hollande espérait « renforcer le rôle de la France en tant que puissance européenne pacifique, [...] et renouer avec une époque glorieuse »⁽¹⁶⁾, ce qui place dans un jeu de miroirs les analyses respectives de la presse des deux pays et des opinions publiques sur ce tandem. Le quotidien nota aussi que « certes, l'Allemagne accepte aujourd'hui de jouer son rôle, en Europe et bien au-delà, mais continue de veiller à rester modeste que ce soit en paroles comme dans la symbolique, elle relève avec humilité les défis qui lui sont lancés ». *Die Neue Zürcher Zeitung* fit entendre une tonalité particulière, en soulignant la nouvelle conscience de soi des Allemands : « L'Allemagne est devenue – le ministère des Affaires étrangères le concède volontiers – l'acteur diplomatique le plus crédible et le plus important dans ce conflit européen »⁽¹⁷⁾.

Les médias germanophones et français ont donc massivement acté l'émergence d'une politique étrangère européenne de type intergouvernemental, basée sur l'action conjuguée de la France et de l'Allemagne, ce qui est de nature à influencer l'opinion publique, ne questionnant guère l'effacement de l'UE et de Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, dans ce conflit dont l'origine pouvait être imputée aux négociations entre l'UE et l'Ukraine. Cela ferait d'Angela Merkel une « Angela de Gaulle », ainsi que le fit remarquer le *Spiegel*.

Rôle des médias, européanisation de la communication dans les mass-médias

Le corpus de la présente étude renvoie essentiellement à un « modèle d'une européanisation croissante des débats et des références » plutôt qu'au « modèle d'un développement de médias transnationaux ou paneuropéens », pour reprendre des catégories définies par Barbara Pfetsch et Annett Heft⁽¹⁸⁾. Les médias jouèrent leur

15 F. LEMAÎTRE, *ibid.*

16 « Merkel. Einigung von Minsk ist Hoffnungsschimmer » (note 12).

17 M. ACKERET, « Merkel und Hollande in Kiew » (note 9).

18 Barbara PFETSCH, Annett HEFT, « Europäische Öffentlichkeit – Entwicklung transnationaler Medienkommunikation », <http://bpb.de/apuz/31967/europaeische-oeffentlichkeit-entwicklung-transnationaler-medienkommunikation> (29.04.2016).

rôle de medium, sélectionnant et commentant l'information. Dans des études précédentes⁽¹⁹⁾ portant sur des événements clés comme les élections au *Bundestag* vues par la presse française, tout comme dans le corpus sélectionné, l'intertextualité dans les médias devient la norme, alors qu'elle était souvent inexistante au XX^e siècle. *Der Standard* s'est référé dans un même article une fois à la *Süddeutsche Zeitung*, deux fois à *Die Welt* et une fois également à l'émission *Berlin Direkt* de la ZDF⁽²⁰⁾ ce qui renvoie bien à l'existence d'un espace public germanophone. L'allusion à l'émission télévisée visait à mettre en évidence les pressions exercées par les États concernés sur la chancellerie, puisque P. Poroschenko réclamait une « armée forte » pour « lutter contre les agresseurs », tandis que les USA penchaient en faveur d'une livraison d'armes à l'Ukraine; et l'article mentionnait qu'un sénateur américain avait même agressé directement A. Merkel, en disant que « son attitude lui rappelait la politique des années trente ». Dans le paragraphe précédent, il a déjà été fait mention de l'article du *Monde*, qui citait la *Süddeutsche* et *Bild*, ces quotidiens devenant peu à peu une référence pour un cercle de plus en plus vaste de l'opinion publique française, principalement de la presse nationale de référence, mais aussi de la presse quotidienne populaire. Certes, hormis certains sites Internet multilingues comme celui de l'UE, incluant de nombreux blogs, il n'existe pas de grands quotidiens européens, mais l'existence d'un espace public transnational et la volonté de le consolider obligent les médias à citer leurs sources avec précision au lieu d'en rendre compte sans s'y référer aucunement. La mise en réseau se manifeste aussi par des actions conjointes bien au-delà des événements de février: en octobre 2015, *L'Obs* organisa « Les journées de Moscou. Russie, Europe, un destin commun » en coopération avec le *Handelsblatt* et *RBK*, quotidien russe d'économie, entérinant ainsi une nécessaire expertise internationale, européenne au sens large sur une question de politique étrangère⁽²¹⁾.

D'autres éléments très présents à l'échelon national influent également même au niveau international: *La Tribune de Genève* a relevé que les médias allemands « s'inquiétaient pour la santé » d'A. Merkel en raison de l'intense activité diplomatique déployée en février⁽²²⁾, alors même que les nombreux déplacements afférents ne semblaient pas avoir d'emprise sur elle, ni sur son physique. Elle aurait « réalisé ce marathon en passant comme chat sur braise » et déclaré qu'elle était « un chameau », « comprendre increvable » selon le journal qui se référa à une déclaration publiée dans le magazine féminin allemand *Brigitte*⁽²³⁾. On peut déplorer que l'intérêt porté par les médias à la santé d'A. Merkel, et à son endurance, témoigne d'une dérive *people* qui touche même une dirigeante, ayant pourtant la réputation de donner très peu d'interviews. C'est une tendance générale et la couverture des événements par les médias français montre

19 Dominique HERBET, « De la campagne aux résultats: les élections au Bundestag vues par les médias français », *Allemagne d'aujourd'hui*, Paris, n° 206 (2013), p. 177-189.

20 « Ukraine-Krise: Merkel und Hollande beraten mit Putin » (note 11).

21 « Russie – Europe. Un destin commun ? », *L'Obs*, 15.10.2015, p. 90-94.

22 « Jetset-Diplomatie », *Die Zeit*, 12.02.2015: 5. Februar Kiew, 6. Feb. Moskau, 7. Feb. Sicherheitskonferenz in München, 8. Feb. USA, 9. Feb. Ottawa, 10. Feb. Berlin, 11. Feb. Minsk, 12. Feb. EU-Rat des Staats- und Regierungschefs in Brüssel.

23 Marion MOUSSADEK, « Angela Merkel infatigable: "Je suis un vrai chameau" », *La Tribune de Genève*, 16.02.2015.

également qu'ils accentuent le côté *people* de l'événement, qu'il s'agisse du rôle de la chancelière ou du couple franco-allemand : la fascination est évidente⁽²⁴⁾.

Mais lors de la conférence de presse commune donnée à Minsk, le président français avait lui-même tenu à rendre un hommage appuyé à la chancelière⁽²⁵⁾ : « Je veux surtout souligner ce qu'a été le rôle de la chancelière et la complémentarité de la France et de l'Allemagne dans ce processus, qui permet à l'Europe d'être également pleinement engagée ». Et il a réitéré ces paroles lors du sommet de Paris, où, selon *Die Welt*, les deux dirigeants ont montré « une parfaite intelligence », avant que F. Hollande ne reprenne la parole : or « il s'ensuivit un véritable concert de louanges à l'attention de la chancelière »⁽²⁶⁾. La presse n'a pas surévalué le rôle d'A. Merkel qui a mis tout le poids de l'Allemagne et sa crédibilité personnelle dans la balance, ce que la *NZZ* confirma, estimant que « L'Allemagne met(tait) tout en œuvre pour éviter le pire »⁽²⁷⁾. Cette même tonalité se retrouvait dans *Das Handelsblatt* qui parlait de « leur pleine entente sur le plan international » et pour lequel « l'axe Paris-Berlin était de nouveau perçu en Europe comme un facteur décisif de stabilité »⁽²⁸⁾. Un autre article de la *Neue Zürcher Zeitung* évoqua « Merkel et Hollande en duo », un duo qui « travaillait en plein accord » et « comme des artisans de la paix »⁽²⁹⁾. Leur entente se trouva aussi particulièrement mise en valeur dans la mesure où de nombreux médias ont plutôt diabolisé le président russe.

Le 15 février, la *FAZ* fit un bilan des négociations sous le titre « La roulette russe », se référant à une expression que la chancelière aurait employée en privé⁽³⁰⁾. Presses germanophone et française ont documenté « une guerre des nerfs » à laquelle « se livrèrent Merkel, Hollande et Poroschenko avec Poutine, afin de mettre fin à une véritable guerre, qui avait déjà coûté la vie à des milliers de victimes » : « Dès le départ, les Russes avaient en main les meilleures cartes. Et ils étaient prêts à jouer leur va-tout ». La *NZZ* constata également que « la guerre des nerfs (dura) jusqu'au dernier instant »⁽³¹⁾. *Der Spiegel* évoqua la position de la CDU, qui estimait que Poutine « jouait au chat et à la souris avec l'Ouest »⁽³²⁾. La description que fit Michèle Cotta pour *Le Point* en France participait de cette dramatisation sur fond d'impérialisme russe : « L'Ukrainien et le Russe, glaciaux, se sont serré la main comme s'ils étaient prêts à s'étrangler », « Vladimir Poutine, visage

24 Dominique HERBET, « Les Français et l'Allemagne : d'Angela Merkel à Wolfgang Schäuble, le discours médiatique entre fascination et rejet », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 214 (2015), p. 80-91.

25 www.elysee.fr/declarations/article/declaration-conjointe-a-minsk-avec-la-chanceliere-angela-merkel-2/; www.bundesregierung.de/Content/DE/Mitschrift/Pressekonferenzen/2015/02/2015-02-12-merkel-minsk.html (29.04.2016).

26 Gesche WÜPPER, « Merkel und Hollande zeigen gemeinsame Kante », *Die Welt*, 20.02.2015.

27 M. ACKERET, « Merkel und Hollande in Kiew » (note 9).

28 « Merkel und Hollande : "Bonjour mon ami" », *Das Handelsblatt*, 31.03.2015 : « Doch international ist ihre Übereinstimmung inzwischen groß. So groß, dass die Achse Berlin-Paris wieder als entscheidender Stabilitätsfaktor in Europa wahrgenommen wird. [...] Es sei lange her, dass Deutschland und Frankreich so eng zusammengearbeitet haben, heißt es in Paris. »

29 Rudolf BALMER, « Merkel und Hollande im Duett », *NZZ*, 20.02.2015.

30 Konrad SCHULLER, Markus WEBER, « Die Verhandlungen von Minsk. Ein russisches Spiel », *FAZ*, 15.02.2015.

31 Daniel WECHLIN, « Einigung auf Waffenruhe in der Ukraine », *NZZ*, 12.02.2015.

32 Benjamin BIDDER, Severin WEILAND, Philipp WITTRICK, « Krieg in der Ostukraine : Merkel und Hollande wollen Minsker Abkommen retten », *Der Spiegel*, 18.02.2015.

de marbre, costume marron et muscles d'acier sous une chemise blanche»⁽³³⁾. Face à lui, A. Merkel fit preuve d'une ténacité et d'une certaine intransigeance qui firent en quelque sorte miracle, d'où le vibrant hommage de F. Hollande et la reconnaissance de l'opinion publique : «Merkel perdit patience et voulut repartir» à 8 heures du matin, après la longue nuit de tractations et suite au refus des séparatistes de signer l'accord, ce qui imposa à Poutine d'intercéder. «Merkel n'a pas permis à Poutine de faire son numéro» : c'est en ces termes que *Der Spiegel* décrit la fin des négociations⁽³⁴⁾. Pour *Le Monde*, Merkel et Hollande avaient «arraché un plan de paix à Poutine»⁽³⁵⁾.

Ces exemples confirment l'existence d'espaces publics germanophone(s) et franco-allemand(s) en lien avec une couverture médiatique importante d'événements majeurs, un constat fait ici en matière de politique étrangère et de sécurité à l'échelle européenne (UE), voire internationale (Continent européen et monde). Jürgen Habermas représenterait alors l'idéal type de l'intellectuel comme acteur majeur de ces réseaux, incluant les contre-espaces publics : il a en effet publié à la même époque une tribune sur l'attitude de l'Allemagne pendant la crise dite du Grexit dans *L'Obs*, disant que «L'attitude de l'Allemagne a été indigne».

Réseaux, espace(s) public(s) critique(s), contre-espace public germanophones ou européens ?

Dans l'esprit de la définition de l'espace public critique, voire d'un contre-espace public moins médiatisé⁽³⁶⁾, le *Standard* autrichien donna la parole à l'ancien ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer du parti des Verts, qui prit ses distances par rapport à la chancelière :

«Minsk n'a pas seulement montré le poids réel, c'est-à-dire plus qu'insuffisant, de l'Europe en matière de politique de puissance, mais aussi le caractère indispensable de la coopération franco-allemande tout comme l'évolution du rôle de l'Allemagne au sein de l'UE. [...] On a pu ressentir aussi ce changement de rôle chez la chancelière allemande, qui s'est muée en une autre personne sous la pression de la crise en Ukraine : A. Merkel gouverne depuis dix ans à Berlin et ces années furent essentiellement celles d'un nouveau *Biedermeier*. Le soleil brillait au-dessus du pays et de son économie et pour la chancelière, sa tâche la plus noble consistait à ne pas troubler les Allemands dans leur bien-être par de la politique»⁽³⁷⁾.

33 Michèle COTTA, «Hollande-Merkel, que n'a-t-on pas dit sur le couple impossible...», *Le Point*, 13.02.2015.

34 B. BIDDER *et al.*, «Krieg in der Ostukraine» (note 32).

35 I. MANDRAUD, «Ukraine: Merkel et Hollande arrachent un plan de paix à Poutine» (note 14).

36 K. BECK, *Kommunikationswissenschaft* (note 2), p. 108; cf. également Jürgen HABERMAS, *L'espace public* (1962), Paris, Payot, 1992, notamment le chapitre I, «Définition propédeutique d'un modèle de la sphère publique bourgeoise», p. 13-37.

37 Joschka FISCHER, «Merkels politisches Biedermeier geht zu Ende», *Der Standard*, 27.02.2015 : «Minsk zeigte allerdings nicht nur das reale, d. h. dürftige machtpolitische Gewicht Europas, sondern zugleich auch die Unverzichtbarkeit der deutsch-französischen Zusammenarbeit wie auch die veränderte Rolle Deutschlands innerhalb der EU. [...] Seit zehn Jahren regiert Angela Merkel nun in Berlin, und diese waren überwiegend die Jahre eines neuen Biedermeiers in Deutschland gewesen. Die Sonne schien über dem Land und seiner Wirtschaft, und die Kanzlerin sah ihre vornehmste Aufgabe darin, die Deutschen in ihrem Wohlfühl durch Politik nicht zu stören», derstandard.at/2000012275494/Merkels-politisches-Biedermeier-geht-zu-Ende.

Certes, la critique ne venait guère ternir l'hommage, mais le quotidien autrichien thématiza ainsi le manque de *leadership* souvent reproché à A. Merkel. Le magazine *Marianne*, très à gauche, opta aussi pour une approche transnationale de la diplomatie européenne, en exposant les conclusions critiques d'un rapport de parlementaires britanniques sur la diplomatie européenne qui aurait choqué David Cameron⁽³⁸⁾ :

« Des somnambules. Le gouvernement britannique et toute la diplomatie européenne sont jugés coupables de "sommambulisme" dans un rapport parlementaire de la Chambre des Lords qui analyse les causes historiques et diplomatiques qui ont conduit à la crise ukrainienne actuelle [...]. Les diplomaties européennes et britanniques sont mal équipées pour comprendre les enjeux politiques de la Russie et y apporter une réponse qui aurait fait autorité. Cette incompréhension a conduit à une situation catastrophique. »

Le terme de « somnambules » était une référence à l'ouvrage de l'historien australien Christopher Clarke sur l'année 1914, « qui retrace, lui, l'enchaînement de causes minimes qui ont conduit à la Première Guerre mondiale – et au passage disculpe largement l'Allemagne »⁽³⁹⁾. Si *Marianne* stigmatisa la diplomatie française parce qu'elle faisait peser le poids de la responsabilité sur le seul Poutine, le magazine souligna que le rapport préconisait précisément ce qu'avaient fait A. Merkel et F. Hollande à Minsk, à savoir parer au plus pressé – en n'englobant pas la question de la Crimée dans les négociations – et éviter l'embrasement du conflit, mais ils le firent uniquement lorsque « le couple franco-allemand est sorti de sa longue nuit de sommambulisme diplomatique ».

Plus généralement, on constate donc l'existence d'une ligne de fracture entre partisans d'une ligne dure face à la politique de V. Poutine et défenseurs d'une approche à la fois diachronique et synchronique, dans l'optique des études récentes postérieures à la Guerre froide. Si dans les commentaires consécutifs à l'obtention d'un cessez-le-feu, les médias avaient surtout salué la portée de l'événement, *Die Welt* rétablit dès le 17 février une ligne plus conforme à son conservatisme traditionnel, après la prise de la ville de Debaltsevo par des troupes pro-russes : « Si l'on y regarde de plus près, la mission pacificatrice d'Angela Merkel et de François Hollande a ainsi échoué. [...] Ils sont face à un président russe, qui n'est plus guère soumis à aucun contrôle »⁽⁴⁰⁾. « [...] Après les expériences de Minsk, l'approche doit devenir plus dure. L'Ouest ferait bien de se préparer à des temps plus difficiles. » En juillet 2015, le quotidien compara l'accord avec le Traité de Versailles, réactivant les thématiques de la Guerre froide : « Les soviets trompaient déjà le monde ainsi »⁽⁴¹⁾. Mais en Allemagne également, les deux anciens chanceliers, Helmut Schmidt et Gerhard Schröder, très présents dans les médias, prirent position en faveur d'une attitude la plus nuancée possible envers la Russie : ils ne le firent certes pas pendant les négociations de Minsk, ce qui aurait pu compromettre le succès des négociations. Ils intervinrent en amont ou en aval⁽⁴²⁾.

38 Régis SOUBROUILLAR, « Les Lords le disent ! Crise en Ukraine : la faute aux "sommambules" européens ? », 02.03.2016, <http://www.marianne.net/crise-ukraine-faute-aux-sommambules-europeens-100231651.html> (29.04.2016).

39 *Ibid.*

40 Jörg EIGENDORF, « Hoffnungsschimmer von Minsk erlischt », *Die Welt*, 17.02.2015.

41 Gerhard GNAUCK, « Gegen Minsk war Versailles ein gerechtes Werk », *Die Welt*, 26.07.2015.

42 Michaela WIEGEL, « Gerhard Schröder in Paris », *FAZ*, 03.03.2014 ; « Russland und die Krim : Schröder nennt Putins Vorgehen völkerrechtswidrig », *FAZ*, 09.03.2014 ; « Schröder – Sicherheit gibt es nur

G. Schröder a par exemple invité «l'Ouest et la Russie à une désescalade verbale», ainsi que le rapporta *Die Welt*, et n'hésita pas à rendre «surtout les USA responsables» de «néfastes évolutions» depuis le début des années 1990. Son argumentation reposait sur le processus d'association entamé avec l'Ukraine par l'UE au mépris des intérêts stratégiques soviétiques. G. Schröder n'était toutefois pas l'homme politique le plus crédible pour justifier l'attitude de V. Poutine, puisqu'il défend les intérêts du consortium *Gasprom*. Considéré comme une autorité morale, Helmut Schmidt était plus à même de faire entendre une opinion discordante et il déclara dans un entretien télévisé⁽⁴³⁾ que «la crise à l'Est de l'Ukraine revêtait une tout aussi grande importance pour les Polonais, les Allemands et les Russes», ce qui signifiait clairement que les Allemands «ne devaient pas chercher à se soustraire à leurs responsabilités». Mais pour l'ancien chancelier, il convenait «de ne pas condamner Poutine sans fondements. Poutine ne serait pas plus dangereux que tout chef d'État d'un grand pays, n'inciterait pas non plus à la guerre». Ce n'était pas sa première prise de position en ce sens, ce qui acte l'existence d'un espace public critique bien médiatisé, mais totalement occulté pendant les négociations ce qui correspond plutôt à la définition du contre-espace public⁽⁴⁴⁾.

La *Neue Zürcher Zeitung* ne manqua d'ailleurs pas de s'indigner de ces déclarations, vilipendant «le grand prêtre sénile et le flot de ses idées»⁽⁴⁵⁾ : H. Schmidt avait une nouvelle fois défendu une «manière d'agir compréhensible», les sanctions «imbéciles» et les entorses au «droit international [qui ne seraient] pas si graves», puisque celui-ci a été «bafoué tellement souvent» ! Le journaliste déplora aussi que «Schmidt ait réussi son coup», car seuls quelques «écologistes s'étaient étouffés d'effroi», tandis que la «marxiste Sahra Wagenknecht» avait pu tweeter «fièrement» que «Schmidt était du même avis que son parti» (*Die Linke*). Il tacla en passant «la maladie des Allemands à révéler les anciens dirigeants séniles».

Du reste, l'extrême gauche allemande (aile gauche de *Die Linke*) est coutumière d'un soutien inconditionnel à la Russie : à l'occasion du 8 mai 2015 – et alors que la RDA avait coutume de célébrer la libération de l'Allemagne par l'Armée rouge –, le quotidien marxiste *junge Welt*⁽⁴⁶⁾ fustigea le soutien logistique des Américains à Kiev, alors que les combats avaient repris autour de Marioupol, les taxant d'«entraîneurs des fascistes» dans la mesure où ils livreraient du matériel militaire et enverraient

mit Russland», *Die Welt*, 08.05.2015 : «Gerhard Schröder hat den Westen und Russland zu „verbaler Abrüstung“ im Ukraine-Konflikt aufgefordert. Für „Fehlentwicklungen“ seit den 1990er-Jahren macht er vor allem die USA verantwortlich», www.welt.de/politik/deutschland/article140701893/Schroeder-Sicherheit-gibt-es-nur-mit-Russland.html (06.05.2106).

43 Franzisca ZIMMERER, «Helmut Schmidt: „Ich will nicht 100 Jahre werden“» (Alt-Bundeskanzler Helmut Schmidt im Gespräch mit Sandra Maischberger), *Die Welt*, 29.04.2015 ; zum Interview, www.daserste.de/unterhaltung/talk/maischberger/videos/zu-gast-helmut-schmidt-bundeskanzler-a-d-ut100.xml (06.05.2016).

44 www.faz.net/aktuell/politik/ausland/helmut-schmidt-fuer-mehr-verstaendnis-fuer-russland-13478373.html; www.welt.de/politik/deutschland/article138320843/Altkanzler-Schmidt-nennt-Putins-heimliche-Sorgen.html (29.04.2016).

45 Ulrich SCHMID, «Helmut Schmidt und Russland. Der greise Hohepriester der Gedankenflucht», *Neue Zürcher Zeitung*, 28.03.2014.

46 Ralf RUDOLPH, Uwe MARKUS, «Faschistentrainer», *junge Welt*, 08.05.2015, p. 12.

des formateurs, ce dont « profite(raie)nt aussi des bataillons de corps francs d'extrême droite ».

Après que la visite de parlementaires français du groupe « Les Républicains » en Crimée eut fait scandale en France et dans les médias français, les médias germanophones ont repris l'information. « Ce sont des types épatants » : sous un titre provocant, *Der Spiegel* rapporta l'affaire en se référant au député Mariani qui avait affirmé que « La Crimée (était) russe : sur le plan historique, culturel et du point de vue de sa population »⁽⁴⁷⁾. L'article précisa certes que le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, avait déclaré être « choqué ». Ces différents exemples mettent en évidence, par-delà la nécessaire retenue médiatique pendant les négociations en elles-mêmes, la structure et la qualité des débats européens dans un espace public germanophone et franco-allemand.

Par son marathon diplomatique, Angela Merkel est entrée dans l'histoire des relations internationales. Elle a consolidé le *leadership* allemand en matière de politique étrangère au niveau européen (UE et Russie, sans aucun doute), voire au-delà. Et en effet un article du *Monde* présenta en 2016 « Le dithyrambe d'Obama sur son “amie” Angela »⁽⁴⁸⁾. Pour F. Lemaître, B. Obama aurait « sous-traité la gestion du dossier ukrainien à Angela Merkel », laquelle aurait « convaincu le président de ne pas livrer d'armes aux Ukrainiens ». L'intérêt porté à cette dimension européenne de la politique étrangère est très fort à l'heure où une partie de l'opinion publique allemande (l'AfD), autrichienne (élections présidentielles d'avril-mai 2016) ou française (FN) remet en question les avancées de l'intégration européenne. Une étude de l'Observatoire européen du journalisme de 2016 (un projet conjoint de la TU de Dortmund et de l'Institut Reuter d'Oxford)⁽⁴⁹⁾ a analysé le rôle des médias dans treize pays européens dont la Russie et l'Ukraine, précisément à propos de l'information sur la crise en Ukraine. Aux deux extrémités de l'échelle, on trouve les quotidiens de la presse de référence en Pologne et en Allemagne avec à chaque fois environ 250 articles publiés, contre à peine trente en Roumanie. La *Neue Zürcher Zeitung* a aussi commenté ces résultats, ce qui atteste de l'existence de réseaux de communication et d'une volonté d'animer l'espace public européen sur des questions de politique étrangère⁽⁵⁰⁾, en soulignant le chiffre de 237 articles publiés en Suisse qui serait « traditionnellement et pour des raisons économiques ouverte sur le monde » et en précisant également qu'un grand nombre d'entre eux « étaient à mettre sur le compte de la *Neue Zürcher Zeitung* ». La conclusion du rapport pointa le manque d'argent des quotidiens roumains pour envoyer des correspondants dans les zones de conflit ou tout simplement à l'étranger, ce qui freinerait l'émergence d'un véritable espace public/médiatique européen : il s'agit d'un véritable plaidoyer en faveur des mass-médias, plus précisément de la presse écrite. Elle rap-pela également les limites de cet espace public transnational, car en Grande-Bretagne

47 Benjamin BIDDER, « Französische Abgeordnete auf der Krim : “Sie sind Prachtkerle” », *Spiegel Online*, 24.07.2015.

48 Frédéric LEMAÎTRE, « Le dithyrambe d'Obama sur son “amie” Angela », *Le Monde*, 26.04.2016, p. 3.

49 http://www.tu-dortmund.de/uni/Uni/aktuelles/meldungen/2016-02/16-02-29_ukraine/index.html (29.04.2016).

50 Susanne FENGLER, Tina BETTELS, Markus KREUTLER, « Kein Sinn fürs Europäische », *NZZ*, 27.02.2016.

par exemple, «l'agenda des journaux nationaux serait calqué sur l'agenda politique national» (*Guardian*, *Time*) et «s'éloignerait de la scène mondiale». Avec un danger, le désintérêt croissant de l'opinion publique pour les questions européennes, mais aussi une grande importance donnée à un acteur comme V. Poutine (9 % de citations) au détriment d'A. Merkel et F. Hollande (environ 25 % de citations si l'on inclut B. Obama). La présente étude permet de relativiser ce résultat si l'on envisage l'espace public germanophone ou franco-allemand, soit un espace public de l'Europe du Centre-Ouest.

Lille, le 6 mai 2016

Résumé

La forte médiatisation des négociations dites de Minsk II entre l'Ukraine et la Russie, initiée par le tandem Merkel-Hollande, permet d'interroger les notions d'espace(s) public(s) européen(s) ou a minima germanophone(s) et franco-allemand(s). Alors que l'historiographie tendit jusqu'alors à envisager plutôt une politique étrangère sans lien intrinsèque avec l'opinion publique, la recherche d'une solution à la crise en Ukraine permet d'analyser le rôle des médias nationaux dans la formation d'espace(s) public(s) transnationaux ou d'opinion(s) publique(s) transnationales et la manière dont se structure cet espace public.

Zusammenfassung

Die starke Mediatisierung der Verhandlungen in Minsk (Minsk 2) zwischen der Ukraine und Russland, die auf Betreiben des Tandems Merkel-Hollande zustande kamen, schien die Existenz eines europäischen öffentlichen Raums zu bestätigen oder zumindest eines deutschsprachigen und deutsch-französischen. Während die Historiographie die Außenpolitik eher als Arkanfeld betrachtete, das von der Öffentlichkeit nicht beeinflusst wurde, darf man sich in diesem Fall zu Recht fragen, inwiefern nationale Medien zur Bildung von grenzüberschreitenden öffentlichen Räumen und Öffentlichkeiten beigetragen haben und wie sich die öffentlichen Räume strukturierten.

Abstract

The full media coverage of the so-called Minsk II negotiations between Ukraine and Russia, initiated in tandem by Merkel and Hollande, let us query the notions of European public space or at least question the existence of a German-speaking Franco-German public area. Hitherto, the historiography tended to consider a foreign policy without intrinsic link to the public opinion, yet it is crucial to analyze the role of national mass media in the creation of one or more transnational public space(s) or opinion(s) and in the way how this public space structured itself.